

PLEURE PAS

Selon les représentants du patronat et certains de leurs perroquets, la grève des routiers a été un mauvais film, presque un film d'horreur. "La France ne peut pas se payer le luxe d'un blocage de ses routes et de son économie chaque année", "les routiers prennent les automobilistes et l'économie nationale en otage" piaillaient-ils en chœur. Ces gens-là ne sont pas polis, ils pleurent la

bouche pleine !
C'est un aveu.
P o u r q u e l'économie tourne, comme ils disent, c'est-à-dire que les profits rentrent, il faut que les routiers (et les autres) triment comme des brutes, plus de 60 heures par semaine, payés 38 ou 39 francs brut de l'heure (moins que le SMIC), mettent leur vie et celle des autres en danger, soient traités comme des chiens par leurs patrons et par les entreprises qu'ils desservent, qu'on les fasse rouler à fond puis poireauter des heures pour ensuite charger ou décharger au galop. Les esclaves suent, les profits rentrent, c'est normal. Le consommateur qui peut se les payer trouve ses yaourts allégés au pamplemousse rose au supermarché, le carburant coule à flots et "les

investisseurs font de la marge" (une expression classe pour dire qu'ils se font de la thune en verlan de patron). Rien à signaler. Les chômeurs chôment, les autres galèrent. Tout baigne.

Parce que c'est exactement ce qui se passe quand l'économie, leur économie, fonctionne "normalement". Le "normal" que réclament les exploités, c'est la liberté d'exploiter leur prochain, sans entraves, jusqu'au trognon.

Alors, quand des opprimés, des exploités se révoltent, posent les clous ou lâchent le volant en laissant le 38 tonnes au milieu de la chaussée, tant mieux. Ils se battent évidemment pour améliorer leur propre situation. Mais c'est celle de tous, et particulièrement celle des générations à venir, qu'ils contribuent à préserver.

Les choses ne sont pas si compliquées qu'on veut le faire croire.

Ou les routiers et avec eux toutes les autres catégories exploitées parviennent à inverser le rapport de forces avec les grands patrons et les jeunes auront une chance d'avoir un avenir, s'ils savent se battre collectivement à leur tour, défendre leurs droits et les améliorer.

Ou ce sont les partisans de "la liberté d'entreprise" (un joli nom pour camoufler la liberté d'exploiter !) qui l'emportent. Mais alors, il faudra être prêt à bouffer, peut-être pas de la vache folle, mais à coup sûr de la vache enragée. L'Angleterre est, depuis les gouvernements Thatcher, un modèle pour de nombreux patrons, le paradis de ce qu'ils appellent le "libéralisme". Les chauffeurs routiers y travaillent régulièrement 70 heures par semaine, sont encore plus mal payés que leurs collègues français, peuvent être licenciés sans aucune formalité et bénéficier de la retraite à... 70 ans. L'économie y fonctionne encore plus "normalement" qu'en France.

Dans cette bagarre entre les intérêts opposés des patrons et des salariés, chacun des camps se cherche des alliés. Les patrons ont une technique

bien rôdée : faire croire qu'ils parlent au nom de l'intérêt général. Ils protestent ainsi contre la grève des routiers, non parce qu'elle leur fait perdre des millions de profit (ils ne sont pas mesquins comme ça !) mais parce qu'ils pensent généreusement aux intérêts de tous ! Et le pire est qu'ils trouvent des pigeons pour les croire et les approuver ! Si, si, on en connaît !

Alors, dans ces affaires, il faut choisir son camp : celui des patrons et de ceux qui les croient (avec le rang de pigeon, pigeon-chef ou sous-pigeon) ou celui des exploités qui ne veulent pas se laisser faire. Nous, on a choisi. Et vous ?

TU SERAS ROUTIER, C'EST LE PIED !

Un routier rencontré sur un barrage du côté de La Rochelle parle du sort des jeunes routiers.

"Souvent, ils sont sous contrat. Le patron leur a payé le stage et le permis poids lourd et ils sont donc embauchés avec un contrat de 22 ou 24 mois. Théoriquement ils font 169 heures par mois (39 heures par semaine) payés 3200 francs. Ils n'ont pas droit aux primes de panier ni de déplacement (qui font environ 30% du salaire d'un routier) et, bien sûr, ils font bien plus que 169 heures. Mais les heures supplémentaires ne sont pas payées."

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir trois exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (2 carnets de timbres). Oui Non

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*. Oui Non

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

A renvoyer à *Cinquième zone*
11, rue Salvador Allende

12 nov. 1997
N°40
cinquième zone

TORDRE LE COU AU STALINISME, PAS A LA REVOLUTION !

Il y a 80 ans en Russie, dans un pays de 150 millions d'habitants, sous-développé et saigné par la première guerre mondiale, les ouvriers prenaient le pouvoir. C'était une révolution, LA révolution. C'était du communisme. Pas au sens qu'ont donné au mot les bourreaux des peuples. Mais un idéal généreux de libération internationale des ouvriers et des opprimés. Ils n'avaient pas une chance sur cent de gagner. Les dirigeants de la révolution, Lénine et Trotsky, le répétaient : ou la révolution s'étendra aux pays développés européens, ou nous périrons.

Pendant quelques années, la révolution a semblé pouvoir s'étendre.

LA PAROLE EST A ROBERT

Ancien cheminot, militant révolutionnaire anti-stalinien au temps du stalinisme triomphant.

La lutte de classes est toujours d'actualité entre les décideurs et les exécutants. Les idéaux socialistes et communistes traversent, en cette fin de siècle, une bien mauvaise période. Ils accusent de nombreux coups de boutoir. Je suis persuadé que cette crise n'est que passagère. Je ne vis pas que de pain ; je reste un "partageux". Octobre 1991.

Les mutineries dans l'armée française en 1917, la révolte des soldats allemands qui, en 1918, refusent de se battre plus longtemps, chassent l'Empereur Guillaume II et mettent fin à la guerre, la révolution hongroise, les grèves insurrectionnelles des ouvriers italiens en 1919-1920, font espérer que les opprimés du monde entier vont parvenir à abattre le système qui avait provoqué la boucherie de la première guerre mondiale. Mais les révolutions n'aboutissent pas. Les unes après les autres elles sont écrasées, souvent dans le sang par les ancêtres de ceux qui, aujourd'hui, dénombrent hypocritement les victimes.

La Russie révolutionnaire reste isolée. Elle aurait dû disparaître, envahie et brisée par les assauts des armées que les pays occidentaux envoient contre elle. Elle survit, épuisée. Et c'est de là que naît le drame, peut-être le pire, car il va conduire non seulement à l'étouffement du premier Etat des ouvriers mais aussi au discrédit des idées généreuses qu'il incarnait. La

contre-révolution a échoué à abattre le nouveau régime de l'extérieur. Mais c'est du parti même qui avait dirigé la révolution que surgissent les contre-révolutionnaires. Staline est leur chef.

Dès 1924, sept ans après la révolution, ils détiennent la réalité du pouvoir. Dès lors, les bureaucrates devenus des chefs étranglent la révolution tout en s'en prétendant les continuateurs. Ils mènent la politique de terreur qu'on attribue aujourd'hui aux "communistes" et font le contraire de ce qu'avaient voulu les révolutionnaires d'octobre 17 : collectivisation brutale de la terre des paysans que la révolution de 1917 leur avait donnée, camps de travail, déportation des populations qui résistent alors que la révolution avait rendu sa liberté à chacun des peuples de l'ancien empire tzariste, massacre de tous les opposants. Des millions de morts, des dizaines de millions de déportés. Oui, il faut que la vérité soit connue sur les atrocités staliniennes et sur la dictature anti-ouvrière et anti-populaire, anti-communiste en réalité, qu'a été le régime de celui qui se faisait appeler "Le Petit père des peuples".

Il faut que cela soit connu. Parce que les choses se sont passées ainsi. Dès les années 30, ceux qui voulaient savoir le pouvaient : des livres, des articles, des témoignages sont parus. Ils ont été ignorés. Des militants qui en France et ailleurs dénonçaient l'imposture, furent, pour cela, calomniés et persécutés, certains assassinés. Tous les bons esprits qui dénoncent aujourd'hui le communisme, se sont bien gardés de l'ouvrir avant, quand c'étaient des militants de la révolution qui dénonçaient Staline.

Mais, quand on ne veut pas voir, on braille avec la meute, on colporte les idées dans le vent et on ne voit rien, pour dire plus tard, "nous ne savions pas".

Aujourd'hui, d'une certaine manière, c'est le même tour qu'on joue aux jeunes. Au nom de l'ignoble dictature stalinienne, la presse, les médias, les gens en place disqualifient la révolution russe. Pourquoi ? Par souci de vérité historique ? Non, ce qu'ils visent, c'est la société contemporaine. En mélangeant la révolution et les atrocités de la contre-

révolution stalinienne, c'est l'idée même d'une révolution qu'ils veulent détruire. Pas pour hier. Pour demain. C'est une façon de tordre le cou à toute idée de bouleversement de la société : "la révolution ? Vous n'y pensez pas ! Regardez l'URSS stalinienne !" disent-ils hypocritement à ceux que leur système révolte.

Le système dans lequel nous vivons prive les jeunes de travail, d'avenir, d'espoir de s'en tirer individuellement. Il voudrait, en plus, les priver de l'espoir de changer les choses collectivement.

Hé bien non. Ceux qui veulent savoir ont les moyens de savoir. Les livres, les documents existent. Qu'ils ne nous fassent pas confiance, ni à nous, ni à personne. Qu'ils aillent vérifier par eux-mêmes. Pour regagner un espoir et un idéal.

A lire : Dix jours qui ébranlèrent le monde, témoignage de John Reed, jeune journaliste américain (mort en 1920), qui a vécu la révolution russe.

CINQUIEME ZONE

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale. Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons (de moins en moins, il est vrai), à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté et de la déchéance.